



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

OBJET

MARCHÉS PUBLICS :

Autorisation de signature de
l'avenant concernant le lot 6
« Risques statutaires » du
marché de services
d'assurances de la Ville de
PAVILLY

**Délibération
n°2025/102**

8 DÉCEMBRE 2025

Date de la convocation :
2 décembre 2025

Délibération certifiée
exécutoire compte tenu de
sa transmission en
préfecture le 12 décembre
2025 et de son affichage
électronique

L'An deux mil vingt-cinq, huit décembre à 18 heures 30, le
Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni, en Mairie de
Pavilly sous la Présidence de Monsieur François TIERCE, Maire.

Étaient présents :

MM. MULET Mercedes, LARGILLET Agnès,
QUÈVREMONT Jean-Luc, GANAYE Brigitte, DEMANNEVILLE
Christian, LEVESQUE Jimmy, JACOB DELESCUSE Émilie,
TOCQUEVILLE Raynald, CAPRON Magali, AMIOT Alain, CRESSON
Séverine, DERRIEN Stéphanie, GALISSON Hubert, GOHÉ Serge,
HONDIER Delphine, LE MOING Dominique, LEFAUX Eddy,
LEMONNIER Christelle, MERBAH Ahmed, MOGIS Angélique,
VANDEVILLE Gérard, DÉMARES Michèle, FAVRY BOURGET Brigitte.

Étaient absentes excusées ayant donné pouvoir :

Mme BRISON Sophie qui a donné pouvoir à Mme MULET
Mercedes, Mme FONTAINE Annie qui a donné pouvoir à M. TIERCE
François, Mme LÉCAUDÉ Katy qui a donné pouvoir à Mme
LARGILLET Agnès.

Étaient absents :

M. DA SILVA Maxime, M. VINCENT Nicolas.

Mme CAPRON Magali a été élue Secrétaire de la séance.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Nombre de conseillers présents : 24

Nombre de conseillers votants : 27

MARCHÉS PUBLICS : Autorisation de signature de l'avenant concernant le lot 6 « Risques statutaires » du marché de services d'assurances de la Ville de PAVILLY.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération n° 2020/104 en date du 14 décembre 2020 et à l'issue d'une procédure formalisée, revêtant la forme d'un Appel d'Offres Ouvert, l'assureur SMACL ASSURANCES SA a été retenu pour le lot 06 « Risques statutaires » du marché de services d'assurances de la Ville de PAVILLY.

Ce marché a été attribué pour une période de 5 ans arrivant à échéance le 31 décembre 2025.

Considérant que la procédure formalisée pour le renouvellement du marché d'assurances nécessite un délai ne permettant pas la mise en place de nouveaux contrats au 1^{er} janvier 2026.

Considérant la nécessité pour la Ville de PAVILLY de souscrire un contrat de protection contre les risques statutaires.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'assureur SMACL ASSURANCES SA propose une prolongation de notre contrat couvrant la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, dans les conditions de garanties identiques à celles stipulées dans l'Acte d'Engagement signé le 04 janvier 2021.

SMACL ASSURANCES SA précise dans son offre que, tenant compte de l'évolution indiciaire FFB (Fédération Française du Bâtiment), une augmentation de 0.74 % est à prévoir pour nos contrats de « Protection fonctionnelle ».

A contrario, le taux des contrats « CNRACL » demeure inchangé, soit 5.82 % pour la Ville de PAVILLY.

Cet avenant vise à entériner les dispositions précisées ci-après :

- L'avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier 2026 pour une durée de 1 an ferme ;
- Les conditions de garanties restent inchangées par rapport à notre contrat précédent.

La Commission Finances-Budget ayant émis un avis favorable dans sa séance du 26 novembre 2025, après en avoir délibéré à l'unanimité des suffrages exprimés, le Conseil Municipal décide par 27 voix « pour », 0 « contre », 0 « abstention » :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant concernant le lot 6 « Risques statutaires » du marché de services d'assurances de la Ville de PAVILLY avec l'assureur SMACL ASSURANCES SA ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.



Le Maire,
François TIERCE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen, dans les 2 mois, suivant sa publication. L'introduction d'un recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux, qui doit être exercé dans les 2 mois suivant la réponse de l'auteur de l'acte, étant précisé que l'absence de réponse, au terme d'un délai de deux mois, à la demande de recours gracieux, vaut rejet de cette dernière.

REÇU EN PREFECTURE

le 12/12/2025

Application agréée E-legalite.com